Questions orales

spectaculaires, à trouver le moyen de leur donner un caractère plus permanent.

En ce qui concerne le Nord, il y a manifestement des possibilités que les négociations entre ces deux alliances progressent au sujet de faits nouveaux dans le Nord. Nous sommes prêts à les étudier. M. Chevardnadze et moi avons commencé à discuter ce genre de possibilité. Le premier ministre a abordé ce sujet avec M. Gorbatchev lorsqu'il l'a rencontré à Moscou l'année dernière. M. Chevardnadze revient ici en février. J'ai l'intention de poursuivre ces discussions avec lui pour voir si les Soviétiques veulent nous faire des propositions. Nous les étudierons bilatéralement mais, comme nous l'avons indiqué clairement, nous ne les négocierons que dans le cadre des deux alliances.

M. Jesse Flis (Parkdale—High Park): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. La semaine dernière, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré à la presse qu'il entreprendrait un examen approfondi de la politique étrangère et de celle touchant la défense, et qu'il présenterait un rapport au Cabinet d'ici trois semaines environ.

Le ministre s'engagera-t-il aujourd'hui à consulter les Canadiens à ce sujet au moyen du processus parlementaire et leur permettra-t-il de se faire entendre concernant les essais de missiles de croisière, ou a-t-il peur de se faire dire par la population que la politique étrangère de son gouvernement et celle touchant la défense sont inconsistantes, contradictoires et hypocrites?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, permettez-moi de préciser deux détails d'intérêt historique. Premièrement, c'est un gouvernement libéral qui a permis les essais de missiles de croisière. Deuxièmement, le Parti libéral a refusé pendant des années de se prêter à toute forme d'audiences publiques en matière de politique étrangère. C'est le gouvernement actuel qui, une fois arrivé au pouvoir, a publié un document qui a servi de base à des discussions sur ce sujet à l'échelle nationale.

Je tiens à préciser que, dans mes commentaires de la semaine dernière, j'ai dit que, vu les changements extraordinaires qui se produisent en Europe de l'Est, j'ai donné instructions à mes collaborateurs, qui travaillent avec des fonctionnaires d'autres ministères, d'entreprendre un examen approfondi de notre politique en Europe. C'est urgent. Tout pays prudent, qui voit les changements radicaux survenus notamment en Europe de l'Est au cours des dernières semaines, se doit d'agir ainsi. C'est ce

que nous faisons. J'espère pouvoir présenter mon rapport à quelques-uns de mes collègues du Cabinet d'ici trois ou quatre semaines.

Il sera certes utile alors que je compare devant le comité permanent de la Chambre des communes pour discuter des résultats de cet examen avec mes collègues au Parlement. J'accueillerai bien sûr les propositions constructives qui découleront de ces genres de consultations parlementaires, comme cela arrive souvent.

* * *

LE CANADA ATLANTIQUE

L'hon. Herb Gray (Windsor—Ouest): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre du Commerce extérieur, qui joue un rôle clé dans le secteur des pêches de l'Atlantique.

Il y a quelques instants, le premier ministre a dit qu'il n'y a pas de crise dans la région de l'Atlantique. Le ministre partage-t-il cet avis? Sinon, que compte-t-il faire?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je viens de dire. . .

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Muselez-le.

M. Fulton: Regardez son nez. Il va s'allonger.

M. Mulroney: Comme le leader à la Chambre cherche à déformer les propos que je viens de tenir, il m'incombe de rectifier les choses.

Il y a une grave crise dans le secteur des pêches de l'Atlantique. Ce ne sont pas les cris de réprobation ni les slogans qui régleront le problème. Il faut plutôt une collaboration sérieuse entre gouvernements, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Il faut injecter des capitaux et restructurer l'économie. Les ministères de l'Emploi et de l'Immigration, du Commerce extérieur et des Affaires extérieures doivent apporter leur aide. Toutes ces mesures déjà en train visent à surmonter une crise véritable dans le secteur des pêches de l'Atlantique.

Ce que j'ai dit à mon collègue, c'est qu'il ne devrait pas se servir de cette crise très réelle pour dénigrer d'autres secteurs d'activité dans le Canada atlantique, où il y a croissance et prospérité. Comme l'a dit le premier ministre du Nouveau-Brunswick, M. McKenna, sa province est le chef de file du Canada en matière d'investissement. Bien des secteurs importants sont florissants et créent des emplois. Il faut reconnaître cette réalité pour faire du Canada atlantique une région plus prospère, mais il faut